



Royaume-Uni : May obligée d'ouvrir une enquête publique sur l'incendie de Grenfell Tower

Par [Robert Stevens](#)

Mondialisation.ca, 18 juin 2017

[wsws.org](#) 16 juin 2017

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#)

Face à la colère montante locale et nationale contre le nombre élevé de morts et l'étendu de la destruction dans l'embrasement qui a réduit en cendres la Grenfell Tower à l'ouest de Londres, la Première ministre Theresa May a été contrainte d'ouvrir une enquête publique.

Alors que de nombreuses personnes manquent à l'appel dans une tour qui comptait entre 500 et 600 résidents, la Police métropolitaine de Londres a annoncé que le nombre de morts confirmés dans l'incendie de mercredi s'élevait maintenant à 17. Selon plusieurs sources, une grande partie, ou même la totalité, de ceux qui occupaient les derniers étages seraient morts.

La police a déclaré que la recherche et identification des victimes étaient si difficiles dans l'immeuble calciné de 24 étages que cela pourrait encore prendre des semaines pour localiser les victimes restantes. Parmi les personnes qui ont réussi à s'échapper ou ont été secourues par les services d'urgence, près de 30 sont en cours de soins dans six hôpitaux, dont 17 sont dans un état critique.

Neuf pompiers ont été blessés dans le sauvetage. La commissaire des pompiers, Dany Cotton, a déclaré qu'elle était « inquiète à plus long terme de l'impact psychologique sur beaucoup de gens qui étaient ici. Les gens ont vu et entendu des choses tellement graves qu'ils n'ont jamais rencontré auparavant ».

Ces morts sont de la responsabilité politique du gouvernement, des autorités locales et des grandes entreprises. Le Groupe d'action Grenfell (GAG) et les résidents ont mis en garde contre le risque d'incendie grave depuis plus de dix ans. Il y a seulement sept mois, le GAG a prévenu que les défaillances dans les pratiques de santé et de sécurité du syndicat KCTMO allaient produire « une catastrophe assurée à l'avenir ». Ces avertissements ont été rejetés par la municipalité Royale de Kensington et Chelsea et le syndicat de l'immeuble KCTMO, qui gère la propriété en leur nom.

La colère parmi les résidents est palpable. Dans certains cas, les résidents locaux ont dénoncé et même expulsé les représentants des médias des lieux, car ils les ont considérés comme des porte-parole des responsables de l'incendie et des décès. Un habitant interrogé par le *Guardian* a dit : « Ils ne se soucient pas vraiment des citoyens de la classe ouvrière. »

Une jeune femme a pointé la tour détruite et a déclaré : « Un bâtiment comme celui-là ne verrait pas le jour dans un quartier riche. Mais parce que tous ceux qui vivent ici sont pauvres et de la classe ouvrière, c'est ainsi que cela s'est produit. »

Maria Virgo, qui a vécu 11 ans en face de Grenfell Tower, a déclaré à la *BBC* : « Il y a beaucoup de séparation entre les classes sociales et les gens me disent que c'est à cause du nettoyage social. » Elle a dit au sujet d'un quartier résidentiel qui côtoie des quartiers les plus aisés de la capitale que « ce quartier a toujours été populaire. Cela commence à être moindre qu'avant, et la classe ouvrière sent qu'elle n'a pas voix au chapitre. »

Une autre résidente, Christina Simmons, a déclaré : « Ils ne nous écoutent pas. Nous sommes négligés et ignorés. Je suis en colère. »

Theresa May a annoncé le lancement de l'enquête une fois en toute sécurité dans sa résidence à Downing Street après avoir effectué une visite superficielle à Grenfell Tower. Son entourage a fait en sorte qu'elle soit présente sur les lieux pendant seulement 30 minutes, sans oser rencontrer un seul résident local.

Telle est la haine viscérale de l'élite dirigeante contre les victimes de la classe ouvrière dans l'incendie qu'elle ne voulait pas garantir que les familles soient relogées dans l'arrondissement de Kensington et Chelsea. Elle a dit en serrant les dents seulement que « le gouvernement fera *tout son possible* pour veiller à ce qu'elles soient relogées à Londres, et dans la mesure du possible à proximité de leur logement. »

Au total, 600 postes de pompiers et 10 casernes de pompiers ont été éliminées lorsque le ministre des affaires étrangères de May, Boris Johnson, fut le maire de Londres à l'époque. Ces réductions ont entraîné des retards dans les réactions des pompiers dans plus de la moitié des arrondissements de Londres. Johnson a versé les larmes de crocodile à souhait sur les victimes du feu de Grenfell. Cependant, une vidéo montre un membre du Parti travailliste à l'Assemblée de Londres qui interpelle Johnson en 2013, lui demandant, « Comment les réductions de postes de pompiers et du nombre de casernes peuvent être autre chose qu'une réduction de la protection contre les incendies ? » Le même membre a poursuivi : « Vous avez menti aux gens de Londres dans votre campagne électorale. » En réponse, Johnson a déclaré : « Va te faire voir. »

Un autre élément diffusé dans les médias sociaux est une liste de 312 députés conservateurs qui ont refusé de soutenir un projet de loi parlementaire l'année dernière qui aurait obligé les propriétaires à s'assurer que leurs propriétés étaient « adaptées à l'habitation humaine ». Au moins 71 étaient eux-mêmes des bailleurs privés.

Les conservateurs ont bloqué les recommandations des rapports de médecins légistes sur deux incendies de tour HLM à Londres et à Southampton en 2009, qui comprenaient des propositions d'informations disponibles aux pompiers sur les sites quant à la nature complexe des tours, d'encourager l'utilisation plus large des systèmes de gicleurs et un examen des règles de sécurité contre l'incendie.

Malgré les demandes des habitants présentées année après année, aucun système de sécurité d'incendie centralisée n'existait dans la Grenfell Tower en raison de ce mépris insensible pour les conditions de vie de la classe ouvrière. Un rapport de la revue professionnelle *Inside Housing* (Le logement en question) a affirmé que des mesures de sécurité contre les incendies ont été retirées temporairement de Grenfell Tower pendant des rénovations en 2016. Il reste à déterminer si les « systèmes d'arrêt d'incendie », visant à prévenir la propagation du feu entre les étages, ont été remplacés.

Le sentiment anti-conservateur a été mis en évidence dans l'accueil chaleureux réservé au

chef du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, lorsqu'il a visité le quartier de Grenfell Tower. Cependant, le Parti travailliste est autant impliqué dans les morts horribles de l'incendie à Grenfell et d'autres.

En 1999, sous le gouvernement du Parti travailliste de Tony Blair, une commission parlementaire a promis un examen urgent des réglementations de construction du BTP régissant la conception et l'installation du revêtement extérieur sur les grandes tours après un incendie mortel dans l'Ayrshire, en Écosse, qui a noté que « l'un des principaux domaines d'inquiétude était la cavité entre le revêtement et le béton, ou d'autres matériaux, derrière lui. Cela a créé un flux d'air qui a contribué à la propagation rapide du feu. »

La plupart des municipalités de Londres sont gérées par le Parti travailliste. La municipalité de Camden, dans le nord-ouest de Londres, a dû admettre qu'elle menait maintenant des « contrôles supplémentaires de sécurité contre l'incendie » sur les tours HLM après qu'il fut révélé que l'entreprise responsable du revêtement ainsi qu'une autre entreprise impliquée dans la « rénovation » de Grenfell Tower étaient également impliquées dans le revêtement de cinq tours comptant 706 appartements à Camden.

Il y a environ 4000 grandes tours résidentielles au Royaume-Uni. Sur la base d'une estimation d'environ 500 personnes vivant dans une tour, cela représente au moins deux millions de résidents. Beaucoup de ces tours sont revêtues des mêmes matériaux bon marché ou similaires que Grenfell. La grande majorité n'a pas de systèmes de gicleurs et d'autres systèmes d'alarme centralisés.

En annonçant une « enquête publique complète et indépendante » qui « doit produire un rapport intermédiaire d'ici la fin de cet été au plus tard », a poursuivi May, « Nous devons nous assurer que cette tragédie soit le sujet d'une enquête menée à fond. »

Rien de la sorte ne se produira jamais. Comme pour toute enquête publique à l'instigation de l'élite dirigeante, l'affaire sera étouffée.

En 1989, 96 supporters du club de football de Liverpool ont perdu la vie écrasés au stade de football de Hillsborough à Sheffield, en raison de l'ouverture d'une porte principale par la police qui les dirigeait vers deux gradins déjà surpeuplés. Le rapport officiel sur les décès commandés par le gouvernement conservateur a eut pour effet qu'aucune mise en accusation n'a eu lieu, ni aucun procès, ni même une sanction disciplinaire. Il a fallu 27 ans pour que les familles des victimes aient droit à la vérité, sans même parler de pouvoir engager des poursuites, grâce aux conclusions du Panel Indépendant de Hillsborough qui fut confronté à une hostilité implacable des gouvernements conservateurs et travaillistes successifs.

Robert Stevens

Article paru en anglais, WSWs, le 16 juin 2017

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Robert Stevens](http://wsws.org), wsws.org, 2017

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca